Vérités scientifiques et monde commun

L'heure est au discrédit de la parole scientifique. Faut-il s'en étonner, alors que la recherche est fragilisée par une logique de rentabilité ? Dans un monde confronté à des défis environnementaux majeurs, il est urgent de considérer la vérité scientifique comme un bien commun de l'humanité.

Maryvonne HOLZEM, linguiste émérite à l'université de Rouen, membre de l'association Sciences citoyennes

« *Nos sociétés, éperdues de croissance et de compétitivité, ont-elles secrété les sciences qu'elles méritent ?* » A cette question posée par Jacques Testart dans un ouvrage en 2019 (1), la récente loi de programmation de la recherche (LPR) apporte une réponse sans équivoque, réduisant la mission de la recherche dans son ensemble à celle d'agent au service de l'innovation et de l'entreprenariat (2). Il est important de souligner qu'innovation n'est pas recherche, puisqu'il ne s'agit plus d'accroître des connaissances pouvant, ou non, donner matière à application, mais de fixer a priori les objectifs à atteindre. Depuis que les gouvernements de l'Union européenne (UE) ont assigné aux savoirs scientifiques un horizon économique (« Stratégie de Lisbonne », adoptée en 2000 par l'UE, suivie de « Stratégie Europe 2020 », adoptée en 2010 en faveur d'une économie de la connaissance la plus compétitive possible, pour une « *croissance intelligente, durable et inclusive* »), les conséquences ne se sont pas fait attendre. Si les sciences ont depuis toujours leurs fraudeurs, les dispositifs mis en place pour appliquer ces agendas favorisent une « *fraude molle* » (Jacques Testart, sic), invitant à la production de résultats, si ce n'est inventés tout au moins altérés, pour les rendre conformes à la démonstration attendue. C'est sous la forme de dispositifs incitant les chercheurs à travailler avec des partenaires privés et à monter leurs propres start-up que s'entremêlent intérêt général et logiques de profits économiques.

Dans ces conditions, comment s'assurer que les chercheurs, même les mieux intentionnés, soient en mesure d'être fidèles à la rigueur et à la probité attachées à leur fonction, s'interroge Catherine Bourgain (3) ? A l'assujettissement des sciences à la compétitivité économique des Etats, il convient d'ajouter les pratiques de lobbying (4) qui se sont institutionnalisées dans le sillage des institutions européennes, depuis une trentaine d'années. Si les impacts des intérêts privés sont perceptibles, à l'exemple du *funding effect* (un « effet financement » sur les résultats présentés), et les preuves des malversations industrielles de plus en plus manifestes (depuis la déclassification des documents produits par les industriels du tabac aux Etats-Unis) (5), la prise de conscience du poids des intérêts privés sur la recherche semble encore stagner sur le palier des laboratoires.

Des fake news aux partisans du rationalisme

Conséquemment aux orientations technoscientifiques imposées, puisque financées, se pose la question des « sciences non faites ». Celles-ci peuvent aussi bien concerner les questions laissées en stand-by, faute de financement, à l'instar des coronavirus en 2003 (Bruno Canard rappelle à cet égard que la science ne marche pas dans l'urgence et la réponse immédiate, « *la virologie* [étant] *un sport de combat* ») (6), que celles non prises en considération parce que portées par des associations de riverains à la suite d'une catastrophe industrielle (voir l'incendie de

(1) « La fraude dans les sciences : des pratiques nouvelles banalisées », in Maryvonne Holzem (dir.), *Vérités citoyennes. Les sciences contre la post-vérité*, Editions du croquant, 2019, p. 91-107.

(2) Marc Aymes, Valérie Boussard, Baptiste Buob, Thomas Lamarche, Camille Noûs, « LPPR : menaces sur une science indépendante et plurielle », in *H&L* n° 191, sept. 2020 (en ligne sur le site de la LDH).

(3) « Les sciences au risque de la post-vérité. Sciences pour la croissance et sciences non faites », in M. Holzem, *Vérités citoyennes*, idem, p. 109-124.

(4) Nous renvoyons ici à l'ouvrage très bien documenté de Stéphane Horel, *Lobbytomie : comment les lobbies empoisonnent nos vies et la démocratie,* La Découverte, 2019. Un chapitre y est notamment dédié au détournement de la recherche publique, un autre à la sous-traitance des décisions publiques.

(5) Stéphane Foucart, *La Fabrique du mensonge. Comment les industriels manipulent la science et nous mettent en danger*, Denoël, 2013.

(6) Université ouverte du 19 septembre 2020 (www.sauvonsluniversite.fr/spip.php?article8783*). Voir aussi le combat de la pneumologue Irène Frachon, lanceuse d'alerte sur le Mediator.

(7) https://nofake.science/tribune.

(8) S. Foucart, in M. Holzem, *Vérités citoyennes,* idem, p. 7-12 (préface).

(9) Stéphane Foucart, Stéphane Horel et Sylvain Laurens, *Les Gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique,* La Découverte, 2020.

(10) François Rastier, « Autour de la "post-vérité", de menaçantes convergences », in M. Holzem, *Vérités citoyennes,* idem, p. 23-57.

(11) Roger Pouivet, « Les origines de la post-vérité chez les intellectuels français », publié le 28 août 2017 (https://theconversation.com/les-origines-de-la-post-verite-chez-les-intellectuels-francais-82994).

(12) « Se réconcilier avec la vérité : enjeux scientifiques et politiques », publié le 30 mars 2020 (https://sciencescitoyennes.org/se-reconcilier-avec-la-verite-enjeux-scientifiques-et-politiques/#more-140363).

© PHOTOTHÈQUE ROUGE, MARTIN NODA, HANS LUCAS

Conséquemment aux orientations technoscientifiques imposées, puisque financées, se pose la question des « sciences non faites », qui peuvent concerner tant les sujets laissés en stand-by que ceux non pris en considération. De quoi alimenter les soupçons… C'est ainsi que suite à l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, en 2019, des recherches indépendantes ont été réclamées pour connaître la nature des polluants.

l'usine Lubrizol, à Rouen, et la réclamation de recherches indépendantes sur la nature des polluants). Voilà de quoi alimenter les soupçons de nombre de citoyens qui, faute de trouver des réponses aux questions telles qu'ils se les posent, expriment leurs critiques, leurs angoisses et se tournent vers d'autres formes de connaissances. Cela peut en partie expliquer le succès des fake news et du complotisme. Ces critiques sont d'ailleurs le plus souvent dénigrées par ceux qui hurlent à l'antiscience, à l'exemple de la tribune « @nofakescience »[7], signée par deux-cent-cinquante scientifiques et publiée en 2019 dans la presse francophone qui « *souffre de quelques partis pris* », comme l'écrivent les décodeurs du monde à qui il n'aura pas échappé que cette tribune (comme de nombreuses autres) ne défend pas les sciences, mais bien les technosciences.

Sont également violemment dénigrés, par les nouveaux tenants du mouvement rationaliste, tous ceux qui en appellent au principe de précaution. Aux yeux de ceux que Stéphane Foucart[8] nomme les « *idiots utiles* » des industries tentées par la dissimulation des risques sanitaires ou environnementaux générés par leurs activités ou leurs produits, la précaution se serait que résistance au changement, que « *populisme précautionniste* », selon Gérald Bronner, membre de l'Association française pour l'information scientifique (Afis)[9]. Des propos qui ne sont pas sans rappeler l'opposition présidentielle entre le progrès et le modèle amish (discours du 15 septembre 2020), pour promouvoir la cinquième génération de réseaux mobiles (5G), alors que ledit progrès serait justement… de ralentir.

Quel crédit donner à la véracité de la parole scientifique lorsque que son autorité se voit instrumentalisée pour imposer un modèle de société ultralibéral et techno-industriel ? La question des vérités scientifiques et des conditions dans lesquelles elles s'établissent est primordiale, en ce qu'elle permet de reconnaître une réalité indépendante des préjugés ou des visions communautaires de notre monde commun. Si Martin Heidegger définissait en 1933 « *l'essence de la vérité* » par la vision du monde du peuple allemand[10], avec les conséquences que l'on connaît, comment interpréter les conceptions identitaires de la vérité qui se développent, actuellement amplifiées par les nouvelles technologies de communication, au point de saturer la conversation publique ? A l'heure d'une dérégulation économique, politique, informationnelle et environnementale généralisée, il semble bien que les idéologies identitaires transposent au plan spirituel cette dérégulation au profit des intérêts privés. Héritière de la pensée déconstructionniste française (déconstruction du sens des mots)[11], un relativisme de principe s'impose au point de faire valoir l'idée de faits alternatifs (à l'instar de la conseillère de Donald Trump en 2017). Puisque rien ne vaut et donc puisque tout se vaut, le mensonge, la contrefaçon intellectuelle ne sont sanctionnés d'aucun opprobre en termes de crédibilité ou d'accès aux médias.

Or la vérité scientifique, comme le remarque à bon droit François Rastier[12], fait partie des biens communs de l'humanité, elle ne procède pas d'un pouvoir (univers orwellien). Elle n'émerge

« La vérité scientifique fait partie des biens communs de l'humanité, elle ne procède pas d'un pouvoir. Elle n'émerge pas d'un consensus – même si elle finit par l'établir – mais d'une démarche de mutualisation critique des connaissances. »

« Si toutes les sciences et techniques sont des éléments clés de l'humanisme des Lumières pour construire une humanité sur la rationalité et la faculté de décider par soi-même en toute indépendance religieuse ou politique, l'idée de progrès ne saurait s'accomplir que dans un rapport d'implication et non de subordination entre le particulier et l'universel. »

pas d'un consensus – même si elle finit par l'établir – mais d'une démarche de mutualisation critique des connaissances. Toute vérité a une prétention universelle et peut par principe être comprise par chacun, indépendamment de tout préjugé d'appartenance à un groupe national, ethnique, racial, sexuel ou autre. Ce bien commun nous est aujourd'hui indispensable parce que nous sommes confrontés à l'échelle planétaire à une situation aussi alarmante qu'inédite, comme en témoignent les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Un changement radical de notre mode de production, de circulation des marchandises, de leur consommation ou de leur utilisation à l'échelle de la planète tout entière est impératif, et l'on comprend bien que les sciences, toutes disciplines confondues, ont un rôle majeur à jouer. De ce point de vue, le contrôle de l'information scientifique deviendrait essentiel pour faire le tri entre bonne information et infox, d'où l'idée d'un Science Media Centre, sur le modèle britannique [13], sorte de centre de « soin » capable d'« injecter » la bonne science dans la machine médiatique, sous des formats adaptés. Il s'agit de prévenir les controverses et, par la même occasion, le travail indépendant du journalisme d'investigation puisque qu'il faut lutter contre les fake news comme on lutterait contre un virus, avec un « vaccin » pour développer un véritable « système immunitaire », face à ce que Fabienne Blaise nomme la « *mal-information* » [14].

L'héritage malmené des Lumières

Face à ce qui prend aujourd'hui la forme d'un raccourci bien complaisant, celui du « *roundups & rapid reactions* » [15] (fournir rapidement, via de « bons experts », la réponse adaptée au média visé), les auteurs du livre *Vérités citoyennes. Les Sciences contre la post-vérité* (voir note 1) avaient lancé un appel en direction du ministère de l'Education nationale pour une formation pratique à la pensée critique dès le secondaire. Nous prenions exemple sur la formation menée à l'université de La Rochelle par Michel Goldberg en 2019 [16] et son équipe, à partir de l'étude de cas, partant des préoccupations bien réelles des élèves. Outre le fait que cette question est aujourd'hui dramatiquement d'actualité avec la recrudescence des attentats islamistes, nous rappelions qu'une logique communicationnelle ne pouvait se substituer à une appropriation de connaissances qui suppose l'action consciente d'un sujet, alors partie prenante de l'universel, qui se révèle dans la culture, la langue et les arts.

Face à la défiance croissante pesant sur les sciences et les techniques, les dirigeants néolibéraux en appellent également à l'esprit des Lumières contre l'obscurantisme, mais en réduisant singulièrement l'idée de progrès à celle de croissance, et la liberté individuelle, dévolue aux premiers de cordée, à celle d'entreprendre. Aux yeux de bon nombre de ses détracteurs, d'extrême droite mais aussi de gauche [17], le libéralisme économique serait héritier principal des Lumières, et, avec lui, l'universalité ne serait que mondialisation.

Or si toutes les sciences et les techniques sont bien des éléments clés de l'humanisme des Lumières pour construire une humanité sur la rationalité et la faculté de décider par soi-même en toute indépendance religieuse ou politique, l'idée de progrès ne saurait s'accomplir que dans un rapport d'implication et non de subordination entre le particulier et l'universel. Autrement dit, le tout ne réside pas dans la somme de ses parties, tout comme les droits de l'Homme ne résultent pas de la somme des particularismes. Chez le philosophe de l'*Aufklärung* [18] que fut Kant, l'universel est un « *impératif catégoriel* » essentiel à l'éthique, puisque l'action du sujet est constitutive de l'humanité, elle n'est donc pas une fin pour soi, mais doit également l'être pour tout autre (*Métaphysique des mœurs*, 1795). Ce qu'il y a alors de transcendantal en chacun de nous, c'est cette part d'universalité comme condition d'accès à la connaissance et donc, en retour, comme possibilité de notre pensée critique [19]. Pensée critique fortement mise à mal à l'heure où le traitement algorithmique de données massives (big data) vaut pour connaissance, et où nos facultés cognitives sont déportées sur les technologies numériques (profilage, recommandations, reformulations de nos questions pour les rendre compatibles avec l'ontologie du système) [20].

Il nous faudrait aujourd'hui réintroduire ces principes éthiques dans les orientations scientifiques et technoscientifiques comme valeurs au-dessus des intérêts particuliers, en rappelant des principes fondateurs de l'activité de recherche avant le XX^{e} siècle, comme le partage des connaissances (biens collectifs), le désintéressement (produire des résultants reproductibles par tous), le scepticisme organisé [21] (refus d'admettre prématurément des affirmations insuffisamment validées). Principes qui pourraient, bien entendu, valoir pour toute action humaine. L'avènement des vérités relatives et alternatives, le retour en force des intégristes religieux, les replis nationaliste, communautaire, identitaire sont autant d'attaques portées à l'unification du genre humain. ●

(13) S. Foucart, S. Horel et S. Laurens, *Les Gardiens de la raison*, idem.

(14) M. Holzem, *Vérités citoyennes*, idem.

(15) www.sciencemediacentre.org/working-with-us/for-journalists/roundups-for-journalists (en anglais).

(16) « L'étude des controverses sociales à thème scientifique. Quelle formation pour les jeunes universitaires ? », in M. Holzem, *Vérités citoyennes*, idem, p. 125-144.

(17) Stéphanie Roza, *La Gauche contre les lumières ?*, Fayard, 2020.

(18) Mot qui en français équivaut à élucidation, explication, et que l'on traduit par « lumières allemandes ».

(19) « *Sapere aude !* [Ose savoir !] *Aie le courage de te servir de ton propre entendement !* », tel est le principe énoncé par Kant.

(20) M. Holzem, Jacques Labiche, *Dessillement numérique : énaction, interprétation, connaissances*, préface F. Rastier, P.I.E Peter Lang, 2017.

(21) A condition que cette organisation soit indépendante d'intérêts privés qui, à l'exemple des lobbies du tabac, de l'industrie pharmaceutique, fabriquent du mensonge à dessein afin de semer le doute.